

**A M. Xavier Darcos,**  
ministre de l'éducation nationale,

**D**epuis plus de trois mois, la mobilisation contre ce projet de réforme de la formation des enseignants, notre mobilisation, subit des hauts et des bas mais perdure.

**D**epuis plus de trois mois, et ce malgré l'opposition de tous : parents d'élèves, étudiants, professeurs des écoles, maîtres formateurs, professeurs stagiaires, représentants syndicaux, personnels et formateurs des IUFM, universitaires et pédagogues, élus locaux et nationaux..., le gouvernement auquel vous appartenez essaie tant bien que mal d'imposer, en la faisant passer en force aujourd'hui, sa réforme et sa vision numérique et économique de l'éducation. Après la suppression des RASED, la diminution inquiétante du nombre de postes d'enseignants, l'attaque des maternelles publiques et gratuites par les jardins d'éveil payants, la réforme des universités et des IUT, l'état se désengage de la formation de ses enseignants avec le volonté de la réduire à un minimum bien insuffisant.

**D**epuis plus de trois mois, nous sommes mobilisés. Sous des formes diverses et variées, partout sur le territoire français, le monde de l'éducation montre son attachement à une formation initiale de qualité pour ses futurs enseignants et sa détermination pour s'opposer à sa disparition.

**D**epuis plus de trois mois, vous M. Darcos, vous obstinez dans l'absurdité de votre réforme, poussant la pratique du « Je vous écoute mais je fais ce que je veux ! » jusqu'à son paroxysme. Alors qu'une Commission de concertation, la commission Marois-Filâtre, créée à votre demande et qui associait les représentants syndicaux du monde de l'éducation, devait rendre le 15 juillet 2009 des propositions et recommandations quant à la réforme concertée de la formation des enseignants, les décrets modifiant le recrutement et la formation des enseignants ont été examinés et adoptés la semaine dernière, le 28 mai 2009 par la Commission Paritaire Technique Ministérielle (CPTMEN), et doivent repasser le 12 juin 2009 devant le Conseil Supérieur de la Fonction Publique d'Etat (CSFPE), soit plus d'un mois avant la remise des conclusions de la commission Marois-Filâtre ! Vous utilisez le calendrier qui joue en votre faveur, après avoir utilisé le miroir aux alouettes de la commission Marois-Filâtre. Vous restez sourd aux appels du monde de l'éducation, comme le montre l'absence de réponse à la lettre ouverte que nous vous avons envoyée voilà plus de 3 mois, vous continuez à mépriser les professionnels du terrain en ne les écoutant pas et poursuivez votre mise à sac du système éducatif français.

Depuis notre ville de Périgueux, dont vous étiez encore maire il n'y a pas si longtemps que cela, nous vous demandons encore une fois, en accord avec la Coordination Nationale de la Formation des Enseignants :

**le retrait immédiat des décrets sur le recrutement et la formation des enseignants  
de l'ordre du jour des instances consultatives,**

action indispensable avant toute poursuite de discussions et de travail pour une réforme réfléchie et censée de la formation des enseignants.

Nous espérons ne pas être une fois de plus ignorés et méprisés mais entendus et pourquoi pas écoutés ?